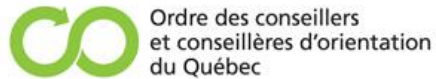


L'évaluation du retard mental

Martine Lacharité, c.o.

Martine Lacharité, c.o.
Directrice générale et secrétaire



Pierre Desjardins

Pierre Desjardins, psychologue
Directeur de la qualité et
du développement de la pratique



9 avril 2018

L'évaluation du retard mental

La présidente de la Fédération des professionnelles et professionnels de l'Éducation (FPPE) nous a adressé la question suivante :

En milieu scolaire, et plus précisément en dehors d'une démarche d'orientation faite avec un élève du secondaire, dans quel contexte une évaluation du retard mental peut-elle être effectuée par une conseillère ou un conseiller d'orientation et dans quel contexte doit-elle plutôt être effectuée par une ou un psychologue?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord se référer au *Guide explicatif du PL 21* (ci-après, *Guide explicatif*).

Le *Guide explicatif* précise ce qui suit :

Le retard mental est classé parmi les troubles mentaux. Par conséquent, l'évaluation du retard mental fait l'objet d'une réserve spécifique du fait que le conseiller d'orientation n'a pas besoin d'une attestation de formation supplémentaire à sa formation initiale pour la pratiquer, alors que cette attestation est nécessaire pour qu'il soit autorisé à exercer l'évaluation des troubles mentaux.

Comme il s'agit d'un trouble mental, plus précisément d'un trouble neurodéveloppemental, il faut s'appuyer sur les manuels de référence, comme la CIM ou le DSM¹, pour connaître les critères permettant de conclure qu'une personne en soit affectée. Cela signifie que l'évaluation du retard mental que fera le professionnel habilité, quel qu'il soit, sera la même puisque, dans tous les cas, il faudra s'assurer que la personne évaluée satisfasse auxdits critères. Essentiellement, le conseiller d'orientation, comme le psychologue, va se référer aux trois critères suivants pour déterminer la présence d'un retard mental :

- Présence d'un déficit des fonctions intellectuelles (mesures psychométriques);
- Présence d'un déficit des fonctions adaptatives (mesures psychométriques et évaluation clinique);
- Apparition des déficits intellectuels et adaptatifs pendant la période de développement.

Le fait que le conseiller d'orientation puisse ne pas être habilité par ailleurs à l'évaluation des troubles mentaux ne devrait pas avoir pour effet de l'empêcher de procéder à l'évaluation du retard mental. En effet, ses connaissances en la matière lui permettent de savoir en quoi se particularise le retard mental et, si les difficultés ou manifestations qu'il relève l'amènent à soupçonner la présence d'autres conditions cliniques, on s'attend à ce qu'il oriente la personne vers d'autres professionnels, comme le ferait d'ailleurs le psychologue, par exemple, s'il

¹ Il faut noter que le DSM-5 n'utilise plus l'expression « retard mental » pour désigner ce trouble, mais bien l'expression « handicap intellectuel » (trouble du développement intellectuel).

soupçonnait la présence d'une condition médicale ou encore d'une condition clinique avec laquelle il ne serait pas familier.

Par ailleurs, comme le précise le *Guide explicatif*, comment comprendre que :

L'évaluation du retard mental est réservée au psychologue et au conseiller d'orientation dans le cadre de leur champ d'exercice respectif²?

En fait, exercer une activité dans le cadre de son champ d'exercice ne signifie pas qu'il faille procéder différemment à l'évaluation en cause, mais renvoie plutôt au fait que les différents professionnels habilités à exercer une même activité inscrivent leur démarche dans la finalité que circonscrit leur champ d'exercice respectif.

Dans le cas qui nous intéresse, on peut donc s'attendre à ce que le conseiller d'orientation évalue le retard mental « ... dans le but de permettre des choix personnels et professionnels tout au long de la vie, de rétablir l'autonomie socioprofessionnelle et de réaliser des projets de carrière chez l'être humain en interaction avec son environnement » et le psychologue « ... dans le but de favoriser la santé psychologique et de rétablir la santé mentale de l'être humain en interaction avec son environnement ».

On peut ainsi comprendre que l'un et l'autre peuvent être mis à contribution en milieu scolaire parce qu'ils sont habilités à évaluer le retard mental, qu'ils le font de la même façon et que leur champ d'exercice respectif renvoie notamment aux besoins des élèves. Le libellé du champ d'exercice du conseiller d'orientation renvoie plus directement aux besoins des élèves du niveau secondaire, puisque c'est habituellement à cette étape de leur développement qu'émergent les questions identitaires liées aux choix professionnels. Néanmoins, il arrive que le conseiller d'orientation intervienne au niveau primaire, le plus souvent au 3^e cycle. Il peut en effet être opportun de procéder à l'évaluation du retard mental, celle-ci étant notamment requise dans la perspective de déterminer le choix d'un parcours ou d'un programme qui soit le mieux adapté et qui favorisera la transition vers le secondaire et, ultimement, une meilleure intégration socioprofessionnelle.

Il faut noter enfin que tous les professionnels ne détiennent pas l'ensemble des compétences reliées à la pratique de leur profession respective. Il revient ainsi à chacun de bien évaluer le mandat qu'on compte lui confier, de voir si celui-ci s'inscrit dans son champ d'exercice³ et de s'assurer qu'il dispose des moyens et des compétences requises pour s'en acquitter de manière prudente, objective et rigoureuse. Il doit éviter, ce faisant, toute fausse représentation en ce qui a trait à sa compétence, à l'efficacité de ses propres services ou de ceux généralement rendus par les membres de sa profession.

² Notre soulignement.

³ Bien que les champs d'exercice ne soient pas réservés, on s'attend d'un professionnel qu'il exerce dans le cadre de son champ et qu'il n'empiète pas sur le champ des autres.